

Questions orales

Cette taxe est la pire taxe et elle arrive au pire moment. Le gouvernement le sait, tout comme les spécialistes et la population canadienne. C'est pourquoi je répète encore une fois ma question au vice-premier ministre: Le gouvernement va-t-il adopter un régime fiscal équitable et renoncer immédiatement à la TPS?

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je suis étonné. Quarante-huit des nations les plus modernes appliquent une telle taxe.

Les partis de l'opposition ont une idée fixe. Ils savent que les taxes sont impopulaires; par conséquent, ils s'en prennent avec beaucoup de vigueur à cette taxe. Ils se sont laissés emporter par leurs propres déclarations. Ce n'est pas mon cas.

Nous procédons à une modernisation du régime fiscal. Une réforme s'impose depuis 50 ans. Tous les comités qui se sont succédé ont recommandé cette mesure. Nous passons aux actes. C'est un geste difficile à poser, mais nous écoutons ce que les Canadiens ont à dire. Lorsque nous pouvons apporter des améliorations, nous le faisons.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, le gouvernement persiste à dire qu'il prend une mesure difficile. Les Canadiens souhaiteraient plutôt que celui-ci prenne la mesure appropriée.

[Français]

Monsieur le Président, la bataille qui fait rage au Sénat entre les libéraux et les conservateurs continue. Ce gouvernement veut gagner à tout prix. Pendant la bataille, les victimes sont oubliées. Qui sont les victimes? Maintenant, monsieur le Président, ce sont plus d'un million de travailleurs et travailleuses sans emploi; ce sont les petites entreprises qui n'arrivent plus à survivre.

Monsieur le Président, il est temps que ce gouvernement reconnaisse qu'il s'est trompé. Il est temps qu'il avale sa fierté. Je demande au vice-premier ministre: Est-ce que le premier ministre a maintenant avalé sa fierté pour utiliser le bon sens et retirer la TPS?

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je répéterai à l'honorable chef du Nouveau parti démocratique qu'il n'est pas question de retirer la TPS parce que c'est une excellente taxe, quoi qu'elle en dise et que c'est une taxe qui est juste. De tous les systèmes équivalents, c'est la plus équitable à cause des crédits d'impôt.

Cela étant dit, elle nous demande de modifier notre politique. J'utiliserai une expression anglaise: *The proof is in the pudding*. Si vous regardez les taux d'intérêt aujourd'hui, ils sont descendus de 15 points de base. Depuis

plusieurs mois, ils descendent régulièrement. C'est ce que nous voulons faire et c'est le résultat d'une politique sérieuse qui a pour objet de contenir les pressions inflationnistes. Ces pressions sont en train de baisser. Nous nous en réjouissons de même que tous les Canadiens. Ce n'est pas le gouvernement qui va gagner, ce sont les Canadiens qui vont gagner.

[Traduction]

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, j'ai toujours entendu dire que c'est à l'usage qu'on peut juger de la qualité d'une chose et c'est peut-être pourquoi le gouvernement tente de faire avaler de force la TPS aux Canadiens. Le projet de communiqué, qui a fait l'objet d'une fuite hier, confirme aux Canadiens que le gouvernement n'a pas considéré tous les détails de la TPS. En plus de tout un train de règlements provisoires du ministère des Finances qu'on vient d'envoyer à des fiscalistes, nous savons maintenant qu'on doit apporter des modifications à la taxe avant même que le projet de loi ne soit adopté au Sénat. Cela montre bien que le gouvernement s'empresse simplement de faire entrer en vigueur cette taxe dans l'espoir ultime que les Canadiens oublieront d'ici aux prochaines élections.

• (1430)

Pour quelles raisons le gouvernement ne reconnaît-il pas qu'il sera tout simplement incapable de mettre en oeuvre la TPS dans trois semaines et demie? Pourquoi ne pas reculer, retirer cette taxe, recommencer à zéro et soumettre aux Canadiens une véritable réforme fiscale?

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je tiens à dire au député que nous serons en mesure d'appliquer la TPS. Nous y avons déjà apporté des améliorations.

Je répète qu'il s'agit là d'une réforme majeure et très étendue du régime fiscal. Il y a des points, pas nécessairement très importants, qui peuvent être améliorés. Nous y travaillons. Il est vrai que nous avons apporté des améliorations à la taxe depuis le mois d'août et que nous continuerons à le faire, comme dans le cas de toutes les autres mesures fiscales.

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, c'est là une maigre consolation pour les Canadiens qui ignorent encore au juste les règles auxquelles ils devront se plier dans trois semaines et demie.

[Français]

Plus précisément, le projet du communiqué de presse prouve que le gouvernement a l'intention de présenter des modifications. Lors de sa rencontre avec les étudiants de Vancouver, le premier ministre a déclaré qu'il trouve, et